



## Restitution de consultation citoyenne sur l'Europe

*Consultation organisée par le Mouvement Européen*

### Organisateur de l'activité :

*Nom* : Mouvement Européen-France (à travers la section Seine-Maritime)

*Prénom* : Mouvement Européen-France

*Adresse* : 2 rue de Choiseul, 75002, Paris

*N° de téléphone* : 01 45 49 96 17

*Raison sociale* : Association loi 1901

**Thème** : l'agriculture et le développement durable dans le cadre de l'Union européenne.

Etat des lieux	Défis et enjeux	Propositions	Elève prenant la parole
Pollution liée aux pesticides.	Limiter l'utilisation de pesticides.	Développement d'auxiliaires de culture (lutte biologique contre les parasites).	Océane / Elisa
Bilan carbone élevé, pollution de l'air.	Réduire l'utilisation d'énergie fossile.	Inciter le passage au bio (aides européennes : moins de TVA). Inciter à l'utilisation de l'électricité.	Florian / Marie
Pollution de l'air.	Lutter contre la déforestation.	Développement de l'agro foresterie (mélange culture-foret) pour capter plus d'énergie = optimisation de l'énergie solaire ; plus d'arbres pour compenser la déforestation (stockage de carbone).	Florian / Marie

Assurer une plus grande protection économique aux agriculteurs européens.	Se couper des cours mondiaux.	Réguler les prix à l'échelle européenne (mettre en place des cours européens)	Maxence / Mérïck
Développement du bio en Europe.	Nourrir tous les Européens avec des cultures biologiques.	Mise en place d'une préférence européenne pour la vente des produits bios (pas les vendre à l'extérieur) / Imposer un taux de production minimum pour l'agriculture bio = 30% de la production globale.	Océane / Mélanie
Utilisation inégale des produits phytosanitaires.	Plus grande harmonisation de la réglementation sur les produits phytosanitaires.	Une équité des règles à l'échelle européenne et un respect absolu dans tous les pays européens / mise au point de nouvelles techniques pour limiter l'utilisation d'intrants / développer les expérimentations dans les exploitations agricoles.	Thomas /
Qualité de l'air très dégradée / qualité de vie en ville / nourrir la ville	Amélioration de la qualité de l'air.	Remettre de l'agriculture dans la ville : Produire dans la ville (vergers, donner une culture agricole en ville) pour améliorer la qualité de l'air / augmenter la surface en espace vert (beau et bon : un arbre fruitier plutôt qu'un arbre d'ornementation) en ville, jardin partagé en ville :	Dana / Camille / Lucie/ Yona
Diminution du service de pollinisation	Faire de l'apiculture en ville.	Dans les parcs en ville, avec plus de fleurs et de fruits, réserver une zone pour l'apiculture = aide européenne.	Claryce / Charline
Concentration excessive des productions / attaque de ravageurs / utilisation forte d'engrais	Limiter la spécialisation agricole intensive dans un territoire.	Espacer les productions en interdisant les concentrations.	Vivien / Juliette

Présence de produits controversés dans notre alimentation malgré la législation européenne (interdiction des OGM par exemple mais présence forte des OGM dans les produits importés).	Elargir le principe de précaution à tous les produits alimentaires en provenance de l'UE ou de l'extérieur.	Encourager plus de transparence, rendre obligatoire sur les étiquettes des produits alimentaires / rôle incitatif de l'UE	Clémentine / Antonia
---	---	---	----------------------

### Informations pratiques :

#### Intitulé de l'activité :

L'agriculture et le développement durable dans le cadre de l'Union européenne.

#### Description de l'activité :

*Date et heure :* 18 octobre 2018 à 13 h 30

*Lieu :* Lycée agricole de Brémontier Merval

*Nombre de participants :* 39 élèves (ainsi que quelques membres du personnel éducatif)

*Catégorie de publics présents :* 2 classes (CGEA 1 et STAV 1), le personnel et les parents d'élèves sont invités.

*Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés :* M. Deladerrière, Président du Mouvement Européen Seine-Maritime

#### Questions/problèmes soulevés :

- Maxence et Mérick : protection économique des agriculteurs : la PAC fournit un revenu minimum = est-il suffisant ? La proposition serait de déconnecter les marchés européens des marchés mondiaux. Appuyer sur la qualité pour ne pas voir l'agriculture disparaître en Europe.

- Océane et Mélanie : nécessaire développement de la production agricole biologique, un peu en retrait en France. Comment peut-on faire : éducation des plus jeunes (jardin éducatif, ...), contrôle des prix, impulsion politique (communes, ...)
- Thomas/ Gabriel/ Kassandra : se protéger contre les produits dangereux (produits phytosanitaires) = nécessité de développer les expérimentations dans les exploitations agricoles
- Marie et Florian : bilan carbone élevé, pollution de l'air = nécessité de développer l'agroforesterie (mélange culture-forêt)
- Groupe : les agriculteurs ne sont pas les seuls voire les principaux pollueurs. Engins électriques mais pour cela il faut produire de l'énergie plus propre, problème de l'agriculture = utilisation d'intrant qui restent présents durablement dans les sols, dans l'eau (même 50 ans après)
- Dana, Camille, Lucie, Yona : Augmenter la présence d'espaces verts en ville, remettre de l'agriculture en ville, produire dans les villes = augmenter la surface en espace vert (beau et bon : un arbre fruitier plutôt qu'un arbre d'ornementation)
- Vivien, Juliette : nocivité des monocultures (diversification obligatoire)
- Antonia, Clémentine : présence de produits controversés dans notre alimentation, l'UE n'a pas tranché (on peut interdire ou autoriser) : encourager plus de transparence l'UE doit jouer un rôle incitatif fort en rendant obligatoire l'information des consommateurs en détaillant sur les étiquettes des produits alimentaires la présence de produits controversés (OGM, ...)

### **Prises de proposition formulées :**

Pour assurer une meilleure protection économique des agriculteurs, une majorité pense qu'il faut assurer un revenu minimal pour cela engager les agriculteurs vers une agriculture plus qualitative.

L'agriculture bio pourrait être favorisée en Europe, cela passe par l'éducation, le soutien des collectivités locales et la maîtrise des coûts.

L'agriculture européenne doit miser sur la recherche, avec des structures comme l'INRA pour trouver des solutions alternatives aux produits chimiques de protection des cultures. En attendant, il faudrait une forte harmonisation de la réglementation sur le territoire de l'Europe concernant les produits phytosanitaires.

L'agriculture urbaine est à soutenir pour notamment pour lutter contre la pollution de l'air et développer l'apiculture.

S'agissant de la traçabilité des produits alimentaires, une plus grande information est à donner aux consommateurs pour qu'ils puissent faire des choix éclairés

**Remarques :**

Ressentis des élèves : échange intéressant et instructif mais la prise en compte des remarques des élèves n'a pas toujours été assez forte.

Présence de la classe de 1<sup>ère</sup> bac professionnel CGEA, 1<sup>ère</sup> bac technologique STAV :  
Présentation par M<sup>me</sup> Dufour du président seino-marin de l'association.